

LE TOTALITARISME, STADE ULTIME DU CAPITALISME?

Frédéric Lordon

Presses Universitaires de France « Cités »
2010/1 n° 41 pages 127 à 142
ISSN 1299-5495 ISBN 9782130580584
Article disponible en ligne à l'adresse :
http://www.cairn.info/revue-cites-2010-1-page-127.htm
!Pour citer cet article :
Frédéric Lordon, « Le totalitarisme, stade ultime du capitalisme ? », <i>Cités</i> 2010/1 (n° 41), p. 127-142. DOI 10.3917/cite.041.0127

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le totalitarisme, stade ultime du capitalisme?

Frédéric Lordon

« On nous apprend que les entreprises ont une âme, ce qui est bien la nouvelle la plus terrifiante du monde. »

Gilles Deleuze, Pourparlers

On sent bien qu'il va falloir s'expliquer sur les mots – et notamment « totalitarisme »... Mais tant qu'à faire, c'est par « capitalisme » qu'il faut commencer. Des nombreuses confusions qui affligent le débat public, celle qui mêle « capitalisme » et « économie de marché », avec tous ses corrélats de questions mal posées et d'injonctions absurdes - « la gauche admettra-t-elle enfin l'"économie de marché"?» – est sans doute la plus navrante. Il n'est donc pas inutile de rappeler qu'« économie de marché » désigne une économie dans laquelle les entités productives opèrent sur une base privative et autonome, c'est-à-dire hors de toute coordination centralisée ex ante. Et c'est tout. On notera au passage que rien dans cette définition n'implique quoi que ce soit quant aux formes de la concurrence et que «économie de marché» est de fait compatible aussi bien avec la fameuse « concurrence libre et non distordue », à laquelle une confusion de second degré récurrente ne cesse d'ailleurs de l'assimiler, qu'avec son contraire de la concurrence oligopolistique, voire monopolistique. Quoi qu'il en soit, on ne passe pas de « économie de marché » à « capitalisme » sans solution de continuité - et c'est d'ailleurs bien peu dire si l'on songe au poids des deux caractères fondamentaux qui doivent lui être ajoutés. En premier lieu, « capitalisme » se distingue de « marché » par la vocation exclusive des entités productives au profit en vue de l'accumulation indéfinie du capital à mettre en valeur – finalité qui ne va nullement de soi et n'entre pas dans le concept d'« économie de marché » *stricto sensu*, par quoi d'ailleurs peut se concevoir un au-delà du capitalisme qui n'en conserverait pas moins « le marché¹ ». Mais le trait le plus profondément constitutif du capitalisme tient à la forme très spécifique de l'organisation politique de la production collective au sein des entités capitalistes – les « entreprises » – sous l'espèce du *rapport salarial*.

LE DÉSIR, L'ENTREPRISE

Il faut en être bien certain: là-dessus, aucune pelletée ne fera jamais disparaître le cadavre de Marx. La conception du capitalisme en termes de rapports sociaux caractéristiques, au centre desquels le rapport salarial, et l'analyse de celui-ci comme l'effet d'une double dépossession/séparation (séparation des producteurs d'avec les outils de la production et les produits de la production), additionnée de la critique des formes juridiques du «libre contrat » dans un contexte où les structures de la double séparation ne laissent pas d'autre choix que la vente contrainte de la force de travail, cette vue-là du capitalisme est irremplaçable. «Irremplaçable» cependant ne veut pas dire «indépassable», ou plus exactement «achevée». Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, rien ne s'oppose à compléter le structuralisme marxien des rapports² avec une anthropologie des subjectivités désirantes - pourvu bien sûr qu'on prenne l'idée de « subjectivité » débarrassée de tous les corrélats (cogito, libre arbitre, capacité d'autodétermination) qui nourrissent ses métaphysiques habituelles. Si cette anthropologie au surplus est spinoziste il y a de bonnes chances que le degré de compatibilité a priori des deux «éléments³ » donne toute leur ampleur aux effets de complémentarité. Que peut alors dire l'onto-

^{1.} Voir Jacques Bidet et Gérard Duménil, Alternarxisme, un autre marxisme pour un autre monde, Paris, PUF, 2007.

^{2.} En tout cas celui du Capital.

^{3.} Il y aurait évidemment beaucoup à discuter autour des compatibilités et des incompatibilités du marxisme et du spinozisme. Disons très grossièrement que les premières sont suffisamment fortes pour qu'un dialogue ait toutes ses chances – il a d'ailleurs déjà eu lieu à de si nombreuses reprises. Pour ne mentionner qu'une parution récente, Franck Fischbach, La Production des hommes. Marx avec Spinoza, Paris, PUF, « Actuel Marx Confrontations », 2005.

anthropologie du conatus¹ du rapport salarial? Elle peut le ressaisir comme un cas du problème général de la composition des puissances d'agir et des forces de désir. Et d'abord en rappelant que le verbe conor (qui donne le substantif conatus) signifie « entreprendre » au sens le plus général de « commencer ». Le conatus est cette énergie fondamentale qui produit l'ébranlement du corps et initie son mouvement à la poursuite d'un certain objet. C'est l'histoire des sociétés qui, à la fois, invente et délimite la variété des entreprises possibles, c'est-à-dire des objets de désir licites. Reste qu'en toute généralité, la liberté d'entreprendre, au sens du conatus, n'est pas autre chose que la liberté de désirer et de s'élancer à la poursuite de son désir. C'est pourquoi, sauf les restrictions qu'un corps social juge bon de mentionner, elle jouit d'une sorte de légitimité a priori. Constatant la licéité de la production des biens matériels, donc la soustraction de principe à ces restrictions des objets possibles du désir, la déploration entrepreneuriale, cette fois-ci au sens spécifiquement capitaliste du terme, ne cesse de puiser dans ce fonds pour contester que soit bridée « la liberté d'entreprendre ». « J'ai un désir conforme à la division du travail et on m'empêche de le poursuivre », proteste l'entrepreneur qui, invoquant la liberté d'entreprendre, ne parle pas d'autre chose que des élans de son conatus. Et il est vrai que, rapportée à la constitution ontologiquement désirante et active de chaque être, et sous les réserves précédemment faites, cette liberté-là est irréfragable.

LE SALARIAT COMME ENRÔLEMENT

C'est la liberté d'embarquer d'autres puissances dans la poursuite de son désir à soi qui ne l'est pas *a priori*. Or, la profondeur de la division du travail se combine à l'ambition des hommes pour conduire le plus souvent à devoir poursuivre les désirs de production matérielle sur une base collective, donc au sens strictement étymologique *collaborative*. C'est ici que naît le rapport salarial. Le rapport salarial est cet ensemble de données structurelles (celles de la double séparation) et de codifications juridiques qui rendent possible à certains individus d'en impliquer d'autres dans la réalisation de leur propre *entreprise*. Il est un rapport d'*enrôlement*. Faire entrer

^{1.} Rappelons que le *conatus* est présenté en *Éthique*, III, 6 : « Chaque chose autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être. »

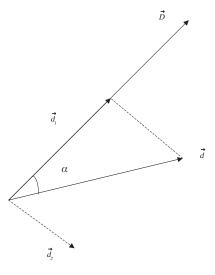
des puissances d'agir tierces dans la poursuite de son désir industriel à soi, voilà l'essence du rapport salarial. Or, en tant qu'elle est un désir, l'entreprise en général, et l'entreprise productive-capitaliste en particulier, ne se conçoit légitimement qu'en première personne et se doit d'être assumée en première personne. En son fond, l'exclamation de l'entrepreneur se ramène à un: « J'ai envie de faire quelque chose. » Fort bien, qu'il le fasse. Mais qu'il le fasse lui-même – s'il le peut. S'il ne le peut pas, le problème change du tout au tout, et la légitimité de son «envie de faire» ne s'étend pas à une envie de faire faire. Aussi le développement ambitieux de l'entreprise tel qu'il en appelle à des collaborations pose-t-il à entièrement nouveaux frais la question de leurs formes. C'est le problème de la participation politique à l'organisation des processus productifs et de l'appropriation des produits de l'activité collective qui est ici posé, en d'autres termes celui de la capture par le sujet du désir maître. Sous l'angle de la capture, il apparaît donc que l'enrôlement constitue la catégorie la plus générale, dont le salariat n'est qu'un cas. On peut pourtant avoir envie de nommer le subsumant d'après l'un de ses subsumés et appeler en toute généralité patronat le rapport sous lequel un désir maître mobilise au service de son entreprise les puissances d'agir des enrôlés – le chef de guerre pour sa conquête, le croisé pour sa croisade, le souverain pour sa puissance souveraine (qui n'est pas la sienne mais celle de la multitude), le patron capitaliste pour son profit et ses rêves de réalisation industrielle. En un sens tout à fait général donc, le patronat est un capturat, dont on peut voir des manifestations en bien d'autres domaines que l'exploitation capitaliste qui fait sa signification d'aujourd'hui : le dirigeant d'ONG s'approprie à titre principal le produit de l'activité de ses activistes, le mandarin universitaire celui de ses assistants, l'artiste de ses aides, et ceci bien en dehors de l'entreprise capitaliste, à la poursuite d'objets qui n'ont rien à voir avec le profit monétaire. Tous n'en sont pas moins des patrons, captateurs de l'effort (conatus) de leurs subordonnés, enrôlés au service du désir patronal.

La capture suppose de faire se mouvoir les corps au service de. La mobilisation est donc sa préoccupation constitutive. La forme proprement capitaliste du patronat connaît des régimes historiques de la mobilisation des puissances d'agir enrôlées. On pourrait schématiquement en distinguer trois: 1) la coercition par l'aiguillon de la faim – celui que Marx a longuement analysé; 2) le compromis de consommation – qu'on fera correspondre au «troc» fordien de la productivité contre la progression régulière du salaire et l'accès à la consommation de masse; 3) la promesse de réalisation

de soi par laquelle l'entreprise néolibérale renouvelle profondément les formes de la mobilisation salariale l. Génériquement parlant, la mobilisation est affaire de colinéarité : il s'agit d'aligner le désir des enrôlés sur le désir-maître. Dit autrement, si le conatus est une force allante d'une certaine intensité, il s'agit de lui donner sa « bonne » orientation, c'est-à-dire une direction conforme à la direction du conatus patronal (que celui-ci soit un individu ou une organisation). S'il est question de direction et d'alignement la métaphore vectorielle est adéquate. Un vecteur est défini par une direction dans l'espace et une intensité (qu'on note $|\vec{v}|$ et qui est un nombre réel positif). L'enrôlement d'un conatus pour l'autre peut alors être analogiquement envisagé comme le produit scalaire de leurs deux vecteurs associés, soit \vec{d} . \vec{D} , avec \vec{D} le désir maître et \vec{d} le conatus enrôlé. Le produit scalaire de deux vecteurs est le produit de leurs intensités fois le cosinus de l'angle α qu'ils forment l'un avec l'autre :

$$\vec{d} \cdot \vec{D} = |\vec{d}| \times |\vec{D}| \times \cos \alpha$$

Figure 1



1. Voir, entre autres, l'ouvrage de Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

132

Dossier: Capitalismes: en sortir?

La composition des *conatus* voit donc son intensité résultante diminuée (puisque le cosinus d'un angle est toujours inférieur à 1) de la dérive, ou du désalignement de leurs vecteurs respectifs figuré par l'angle α (voir figure 1). Seule la composante $\vec{d_1}$ de \vec{d} est « utile » au vecteur maître \vec{D} , « utile » signifiant ici « alignée », c'est-à-dire s'efforçant dans la même direction. Or cette composante utile a pour intensité (géométriquement: pour longueur) : $|\vec{d_1}| = |\vec{d}| \times \cos \alpha$ qui est inférieure à $|\vec{d}|$. Le cosinus de l'angle a est donc la mesure de la déperdition qui vient de l'imparfaite colinéarité des deux vecteurs conatus. On peut dire par conséquent qu'un conatus se laisse enrôler à proportion de son degré de colinéarité. Lorsque les deux efforts sont orthogonaux, l'angle que font \vec{d} et \vec{D} est droit, son cosinus nul et la déperdition totale : le conatus est maximalement rétif et ne laisse aucune possibilité de capture au désir maître. Lorsque l'angle est nul, le cosinus est égal à 1, la colinéarité parfaite et l'alignement intégral : le désir enrôlé vit entièrement pour le désir maître. Évidemment, ce sont les structures générales du rapport salarial, et celles plus spécifiques de ses régimes de mobilisation qui déterminent, entre autres, les angles α et travaillent éventuellement à les réduire.

COLINÉARISER LES CONATUS

Quel est, dans ce cadre d'analyse, le projet de l'entreprise néolibérale ? Il est de parfaite colinéarisation des *conatus* enrôlés. Dans l'espace multidimensionnel des objets de désir, les vecteurs *conatus* individuels « spontanément 1 » fixent leurs coordonnées, c'est-à-dire les multiples directions dans lesquelles ils s'efforceront selon certaines intensités. De cette donnée découle pour chacun l'angle α qui, compte tenu des contraintes structurelles (notamment celles qui pèsent sur sa reproduction matérielle), indique ses inclinations idiosyncratiques et mesure quelle part de leur puissance d'agir le patron \vec{D} pourra capter – et quelle lui échappera. L'angle α , c'est le clinamen du *conatus* individuel, son désalignement spontané d'avec les finalités de l'entreprise, son hétérogénéité persistante au désir maître, et son sinus (qui correspond à la composante orthogonale \vec{d}_2), la mesure de ce qui

^{1.} Il faut prendre cette « spontanéité » avec les plus grandes précautions théoriques : l'individu n'est pas l'auteur de ses désirs qui, sous le régime des affects passifs, lui viennent du dehors. La loi de l'orientation des vecteurs-*conatus*, c'est toujours l'hétéronomie et l'exo-détermination.

ne se laissera pas capturer. L'entreprise néolibérale a jugé que α était toujours trop grand, elle veut maintenant $\alpha = 0$.

 $\alpha = 0$ correspond très exactement à ce qu'un nombre croissant de travaux de sociologie des organisations mettent au jour sous la forme d'un projet de mobilisation totale des individus au service de l'entreprise et par référence à l'idée foucaldienne d'une gouvernementalité biopolitique du capital. En première approximation, il est possible de mettre ce projet de l'enrôlement total au compte de deux évolutions des structures du capitalisme. La première réside dans les transformations de la finance qui ont fait émerger le pouvoir actionnarial1 et dans la dérégulation concurrentielle des marchés de biens et services, l'une et l'autre en synergie basculant le rapport de force capital-travail en défaveur du second et à un point tel que le premier se sent autorisé à tout demander sans que se dresse devant lui quelque force significative qui pourrait l'en dissuader - il n'est, pour donner une idée, et presque une mesure, de cette hégémonie du capital sous domination actionnariale, que de constater en moyenne période la dérive de ses revendications sur la valeur ajoutée, estimée directement d'après la part des dividendes dans le PIB2, ou indirectement par les taux de rentabilité des fonds propres exigés des entreprises du CAC403. La seconde de ces évolutions tient plutôt à la transformation des tâches productives, où entrent aussi bien les exigences de l'économie de services, notamment relationnelles et dispositionnelles, que les formes de «créativité» requises par des rythmes d'innovation soutenus dont les stratégies de compétitivité font leur arme principale. Or, toutes ces tâches à contour flou rompent avec les tâches déterminées et délimitées de l'entreprise fordienne telles que de fait elles fixaient assez précisément le quantum de puissance d'agir à mobiliser, tolérant donc que le « reste » lui échappe. La conjonction des pressions productives sans fin, particulièrement du fait d'objectifs de rentabilité financière en constant relèvement, et de l'indétermination relative des tâches ouvre la

^{1.} Sur la nature et l'histoire de cette transformation, voir Frédéric Lordon, *La politique du capital*, Paris, Odile Jacob, 2002; *Et la vertu sauvera le monde. Après la crise financière, le salut par l'« éthique »?*, Paris, Raisons d'agir, 2003.

^{2.} La part des dividendes dans le PIB passe de 3,2 % en 1982 à 8,5 % en 2007, voir Gilbert Cette, Jacques Delpla et Arnaud Sylvain, *Le Partage des fruits de la croissance en France*, Rapport du CAE n° 85, Paris, La Documentation française.

^{3.} Qui passent de quelques pourcents au début des années 1990 à des niveaux communément supérieurs à 20 % aujourd'hui.

perspective de l'engagement illimité de soi pour des salariés appelés à entrer dans le régime de la *vocation totale*¹. Faute de spécifier une liste d'actions bien définies à accomplir, comme le faisait la production fordienne, l'entreprise néolibérale entend désormais conformer les désirs et les dispositions qui font faire les actions. Remonter d'un cran – des actions aux dispositions génératrices des actions –, c'est ouvrir considérablement, et idéalement à l'infini, le champ des actions escomptables, et par là gagner une amplitude de flexibilité que les entreprises justifient par les nécessités de leur survie dans un environnement intensément concurrentiel mais surtout hautement non stationnaire.

LE TOTALITARISME DE LA POSSESSION DES ÂMES

Aussi bien dans l'ordre de la captation quantitative (part de PIB, rentabilité financière) que dans celui de la captation qualitative (mobilisation des salariés), le capitalisme néolibéral a basculé dans le délire de l'illimité. Il est vrai que l'illimitation entre dans le concept même du *conatus* sauf (parfois) la régulation interne de la satiété pour certains biens (Éthique, III, 59, scolie) et (surtout) la régulation externe du contrariement par des forces opposées – à part quoi la puissance veut sa propre augmentation sans fin. Le délire de l'illimité du capital est donc en premier lieu l'indice d'un certain état des forces de résistance, plus précisément de leur inexistence, aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que les conatus capitalistes poussent indéfiniment leur avantage puisqu'ils ne cesseront de le faire que du moment où une force contraire et supérieure à la leur les en convaincra. À part le symptôme d'une certaine situation stratégique, le délire de l'illimité est surtout le germe d'une nouvelle forme politique à laquelle on peut bien donner le nom de totalitarisme, évidemment non plus au sens classique du terme, mais en tant qu'il est une visée de subordination totale, plus précisément d'investissement total des salariés, et ceci au double sens

^{1.} Sur ce projet de l'entreprise néolibérale d'investissement total des salariés, voir, entre autres, Pierre Dardot et Christian Laval, La Nouvelle Raison du monde, op. cit.; Vincent de Gauléjac, La Société malade de la gestion, Paris, Le Seuil, 2004; Michela Marzano, Extension du domaine de la manipulation. De l'entreprise à la vie privée, Paris, Grasset, 2008; Jean-Pierre Durand et Marie-Christine Le Floch, La Question du consentement au travail. De la servitude volontaire à l'implication contrainte, Paris, L'Harmattan, 2006; Geneviève Guilhaume, L'Ère du coaching. Critique d'une violence euphémisée, Paris, Syllepse, 2009.

où il est non seulement demandé aux subordonnés, selon la formule commune, de « s'investir totalement », mais aussi où les subordonnés sont totalement investis – envahis – par l'entreprise. Plus encore que les dérives de l'appropriation quantitative, ce sont les extrémités de l'empire revendiqué sur les individus qui signent le mieux ce projet de l'enrôlement total. Se subordonner la vie et l'être entiers du salarié comme y prétend l'entreprise néolibérale, c'est-à-dire refaire, au service de ses fins propres, les dispositions, les désirs, les manières de l'enrôlé, bref, refaçonner sa singularité pour que désormais jouent «spontanément» en son sens à elle toutes ses inclinations à lui, est le projet délirant d'une possession – au sens quasi chamanique du terme - intégrale des individus. Totalitarisme est donc un nom possible pour une visée de prise de contrôle si profonde, si complète qu'elle ne veut plus se satisfaire d'asservir en extériorité – obtenir les actions voulues – mais revendique la soumission entière de l'intériorité. L'entreprise néolibérale veut la parfaite colinéarité, c'est-à-dire l'adhésion au sens le plus fort du terme – et faire « coller » \vec{d} à \vec{D} sans écart. Elle veut l'indistinction de l'individu d'avec elle-même sous le critère du désir et des tendances, en d'autres termes la pleine coïncidence - soit dit en passant, étymologiquement parlant, un autre nom possible de la colinéarité - ; et l'on s'avise que la notion de «fusion-acquisition» ne renvoie pas seulement aux rapports de prédation financière mutuelle que nouent les firmes entre elles, mais s'appliquerait avec au moins autant de pertinence aux rapports sous lesquels chacune d'elles voudrait soumettre ses propres salariés.

Parce qu'elle veut l'identification totale des enrôlés à ses propres fins comme condition de la captation totale de leur puissance d'agir, l'entreprise néolibérale « prend » les individus et apprécie ex ante leur degré de colinéarité. Il en est parmi eux qui, d'emblée, marchent tout seuls et vont spontanément dans sa direction, car ils ont dès le départ lié à elle leurs intérêts vitaux, intérêts existentiels au sens large où il entre non seulement le gain monétaire mais aussi l'accomplissement désiré d'une forme de vie : hauts dirigeants et cadres très supérieurs qui, faisant de leur vie professionnelle leur vie tout court ou presque, réalisent d'emblée le meilleur alignement possible sur les finalités de l'organisation qui les sert autant qu'ils la servent. Les autres, qui ne présentent pas le même degré de conjonction, seront dûment recolinéarisés. Il faudrait alors entrer au cœur de la « fabrique des sujet néolibéraux », pour parler comme Dardot et Laval, dans le détail de ces programmes de « ressources humaines », de ce qu'on y

Le totalitarisme, stade ultime du capitalisme?

en sortir?

aussi.

LES APORIES DU FAÇONNAGE DES «VOLONTÉS LIBRES»

fait et de ce qu'on y fait faire aux individus, des degrés qu'atteint le projet de rééducation comportementale et affective pour que s'impose vraiment l'idée de totalitarisme à propos d'une entreprise aussi folle que la reconstruction à façon des intériorités, des désirs et des manières - mais seules des images peuvent en fait produire ce choc, comme celles du documentaire de Jean-Robert Viallet qui nous fait pénétrer dans l'enfer normalisateur d'une plate-forme téléphonique, où le contrôle quantitatif du chronométrage s'accompagne du contrôle qualitatif des intonations vocales, ou encore dans la douceur apparente, mais d'une violence en fait bien pire, d'un « séminaire » de groupe où les cadres rient sur commande, jouent des comédies sur ordre et sont sommés de tout livrer de leur affectivité – l'une des scènes les plus pathétiques, et en même temps le seul antidote contre le désespoir complet, fait voir l'homme des « ressources humaines », animateur du « séminaire » de rééducation comportementale, finalement faire ses bagages, quitter l'entreprise, changer de région et aspirer à « une vie nouvelle », comme si le sentiment confus d'avoir participé à l'insupportable lui était devenu insupportable à lui

L'entreprise d'aujourd'hui voudrait des oranges mécaniques, c'est-à-dire des sujets qui, d'eux-mêmes, s'efforcent selon ses normes, et comme elle est (néo)libérale, elle les voudrait libres en plus de mécaniques – mécaniques pour la certitude fonctionnelle, et libres à la fois pour la beauté idéologique de la chose mais aussi considérant que le libre arbitre est en définitive le plus sûr principe de l'action sans réserve, c'est-à-dire de la puissance d'agir livrée entièrement. Comme on sait, le constructivisme de la spontanéité et le façonnage des libres arbitres sont des entreprises profondément aporétiques, par là vouées soit à rendre les sujets fous², soit à leur imposer une violence symbolique à un degré dont on dit ici qu'il peut être qualifié de totalitaire. On objectera peut-être que Spinoza lui-même fait remarquer que, plutôt qu'à la crainte, l'État devrait chercher à « conduire les hommes de façon telle qu'ils aient le sentiment, non pas d'être conduits, mais de

- 1. Jean-Robert Viallet, La Mise à mort du travail, opus 2, L'Aliénation, Yami2 production.
- 2. Gregory Bateson, Vers une écologie de l'esprit 2, Paris, Le Seuil, 1980.

vivre selon leur complexion et leur libre décret ¹ ». Mais il ne faut d'abord pas se méprendre sur le sens véritable du rude réalisme spinozien, et c'est surtout un gouffre de problèmes qu'ouvre cet énoncé, et pas seulement parce que Spinoza fait explicitement de la ligne de conduite qu'il y décrit l'index de la « vertu » de l'État – mais l'on sait que pour Spinoza la vertu s'identifie entièrement à ce qui suit des nécessités de la conservation, et il est objectivement vrai qu'une organisation qui s'engage dans cette voie œuvre mieux qu'une autre à sa propre persévérance. Mais Spinoza sait luimême ce qui peut se cacher derrière ce « sentiment » qu'aurait chacun de vivre selon son désir, quand ce désir lui est si manifestement venu de l'« organisation » elle-même; et dans le même temps où il admire l'État hébreu pour sa cohérence interne et sa stabilité, il constate, effaré, la condition robotique dans laquelle ont été réduits ses sujets ², aliénés au point de « combat[tre] pour leur servitude comme si c'était pour leur salut ³ ».

«Refaire» les désirs des membres d'un corps pour les conformer aux réquisits de la persévérance du corps n'est donc pas un projet entièrement neuf. Platon, dans le *Gorgias*, en fait même l'un des contenus les plus éminents de l'art politique⁴ – et l'aune à laquelle doit être jugé le démérite de Périclès. Et l'on pourrait dire plus largement que le corps de la société entière travaille, par autoaffection de la multitude⁵, à former les désirs et les affects de ses membres. Mais ce procès de l'autoaffection du corps social est si vaste et surtout si diffus, si a-centrique, qu'il apparaît aux individus – quand il leur apparaît... – comme une nécessité sur laquelle nul n'a vraiment prise. C'est dire qu'on sort là du cadre du constructivisme *stricto sensu*, et cette impersonnalisation, cette délocalisation du procès d'autoaffection collective lui offrent ses plus sûrs moyens de se rendre inaperçu ou bien tolérable. « L'amour et la haine doivent être plus grands, à cause égale, envers un objet que nous imaginons être libre qu'envers un objet nécessaire » énonce *Éthique*, III, 49: Spinoza touche là le mécanisme affectif qui

^{1.} Traité politique, X, 8, trad. de Charles Ramond, Œuvres, V, Paris, PUF, « Épiméthée », 2005.

^{2.} Traité théologico-politique, chap. XVII, trad. de Jacqueline Lagrée et Pierre-François Moreau, Œuvres, III, Paris, PUF, «Épiméthée », 1999.

^{3.} Ibid., Préface.

^{4.} Platon, *Gorgias*, 517 b-c, prés. et trad. de Monique Canto-Sperber, Paris, GF-Flammarion, 2007.

^{5.} Sur l'idée d'autoaffection de la multitude, voir Frédéric Lordon, «L'empire des institutions», *Revue de la régulation*, n° 7, 2010, http://regulation.revues.org/.

trace d'emblée la limite des constructivismes politiques – et la force historique du capitalisme, en tout cas jusqu'à un certain point. La possibilité de l'assignation à une cause localisée et imaginée libre (le parti, l'État, le Gosplan) font de l'instance constructiviste, identifiable comme telle et à laquelle peut être prêtée une intentionnalité contingente, le point de concentration d'affects de haine plus intenses. Inversement, les forces du marché capitaliste qui ne broient pas les individus avec moins de violence, apparaissent sous l'espèce d'un « effet de système », comme tel inassignable, sans centre, sans ingénieur délibéré, donc assimilable à une quasi-nécessité, dont Marx a fait l'essence du fétichisme marchand, et qui se trouve par là propice à toutes les stratégies rhétoriques de « naturalisation¹ », donc de dépolitisation. De ce point de vue, l'entreprise néolibérale prend assurément des risques, ceux de la relocalisation, de l'intentionnalité assignable, et du constructivisme à nouveau visible, d'autant plus exposé à la haine qu'on réserve aux causes libres que son projet de capture est manifeste à tous.

Il est pourtant, avant elle, des institutions qui se sont efforcées, et de la plus visible des manières, de « construire » l'intériorité de leurs sujets. L'Église catholique est évidemment l'exemple qui vient en premier à l'esprit. Il est vrai que son histoire institutionnelle propre est intimement liée à l'histoire de la formation de la subjectivité et que l'idée même de l'intériorité s'invente en grande partie par elle et dans le temps même où, l'inventant, elle entreprend d'en prendre le contrôle. Pour accorder son absolution, l'Église du XVII^e siècle ne demande plus seulement la contrition, c'est-à-dire l'extériorité des paroles rituellement dites, toujours suspectes de relever d'une mécanique insincère, mais l'attrition, c'est-à-dire la présence en le confessé d'un authentique amour de Dieu d'où les paroles doivent procéder, en d'autres termes une disposition intérieure². Conformément à sa dynamique historique, l'Église ne fait là qu'étendre à la masse des croyants, d'ailleurs selon le projet de diffusion universelle qui lui donne son nom – *katholikos* –, des pratiques d'abord réservées soit aux virtuoses,

^{1.} Il faut des épisodes de crise intense, comme celle qui s'est ouverte depuis 2007, et la quête de « responsables » et de « responsabilités » qui s'ensuit immanquablement pour mettre au jour, pourvu que cette quête soit bien conduite, les ingénieurs cachés du système et faire apparaître la part prise par l'activité de groupes d'intérêt particuliers à la construction libre de la « nécessité ». Voir, en matière de participation de l'industrie financière à l'édiction de ses propres règles du jeu, Simon Johnson, « The Quiet Coup », *The Atlantic*, www.thetlantic.com.doc/200905/imf-advice, 2009; Frédéric Lordon, *La Crise de trop*, Paris, Fayard, 2009, chap. 1.

^{2.} Jean Delumeau, L'Aveu et le Pardon, Paris, Fayard, 1990.

soit aux élus, ainsi le don des larmes 1, signe extérieur d'une intériorité affective authentiquement habitée par la grâce. Sur un mode tout à fait sommaire et intuitif, on pourrait suggérer que, contemporain des toutes premières étapes de l'histoire de l'individualisme, cet intense travail sur les intériorités a sans doute eu pour condition de possibilité l'emprise encore très grande de la tradition et des autorités sur les individus et leur croyance à peine embryonnaire en leur autonomie de sujets, par suite leur disposition à tolérer d'être les objets d'un tel façonnage, tel qu'il ne pouvait correspondre qu'à cette phase historique intermédiaire d'un individualisme larvaire et inchoatif. C'est un tout autre « matériau », plus difficile à manier, qu'a sous la main l'entreprise néolibérale, dont le projet de refaire les désirs et les dispositions de ses sujets se heurte de plein fouet à toutes les apories de la construction volontaire de libres arbitres « ajustés ».

COMMUNISME OU TOTALITARISME

Mais cette contradiction qui meurtrit d'abord les sujets, soit sur le mode du forçage pur et simple, soit sur celui de l'être déchiré, se prolonge en une autre, qui cette fois se retourne contre l'entreprise elle-même, et peut-être même au-delà d'elle contre le capitalisme en son entier. Car la pratique totalitaire du refaçonnage néolibéral des âmes voudrait idéalement n'être que transitionnelle et rejoindre au plus vite son horizon (oxymorique) des libres arbitres définitivement conformes - et, la norme parachevéeengrammée, pouvoir retirer l'« échafaudage » normalisateur. Que « de leur propre mouvement » et sans qu'il soit plus besoin de les colinéariser activement, les salariés s'efforcent dans la direction de l'organisation, qu'ils apportent sans réserve leur puissance d'agir sur le mode de l'engagement parfaitement volontaire, voilà le terme de toute l'entreprise. La contradiction du côté du capital tient bien sûr à ce que, supérieure du point de vue de l'intensité de l'engagement, la solution de la «volonté libre» demeure frappée d'un irréductible aléa que seule la croyance aux oxymores permet de dénier. Toujours le «libre arbitre» est susceptible de se reprendre à ses propres fins, et il ne hait rien tant que la subordination hiérarchique. C'est bien pourquoi, dans la frange supérieure du salariat, les organisations

^{1.} Piroska Nagy, Le Don des larmes au Moyen Âge, Paris, Albin Michel, «Bibliothèque Histoire », 2000.

s'efforcent de faire paraître, et parfois de rendre vraiment, cette subordination aussi légère que possible à leurs sujets les plus « autonomes », en rêvant même de la leur faire totalement oublier. Parfois sur le mode de l'analyse bien localisée, parfois sur le mode de la prophétie prématurée ou de l'extase naïve, bon nombre de travaux récents de sociologie du travail ont vu dans l'artiste une métaphore pertinente, et même plus qu'une métaphore: un modèle commun, applicable aux salariés réputés porteurs de propriétés personnelles stratégiques à l'entreprise, notamment la « créativité », et dont la mobilisation supposait par essence des conditions de très grande autonomie et de très faible directivité – ni les produits ni les processus de la créativité n'étant ex ante déterminables et contrôlables, il n'est pas d'autre solution que de « laisser faire » le sujet créatif¹. Or, cet isolat très particulier, ce point limite du salariat se trouve offrir son modèle général au projet d'ensemble de la normalisation néolibérale. L'artiste n'est-il pas la figure même de la « volonté libre » et de l'engagement de soi sans réserve et, plus exactement, ne témoigne-t-il pas par excellence que le second est le corrélat de la première? Aussi l'artiste tire-t-il sa productivité propre de l'alliance entre sa compétence spécifique et l'ajustement à son propre désir. Telle est la formule idéale que l'entreprise néolibérale voudrait reproduire à grande échelle, évidemment sous la condition que, pour chacun de ses salariés, le « propre désir » se trouve aligné avec son désir à elle. Or il est un point où l'allègement hiérarchique, en vue de mieux laisser s'exprimer la libre créativité des créatifs, devient contradictoire avec l'existence même de la structure de la capture. Si pour qu'ils donnent le meilleur de leur capacité, il faut les rendre à eux-mêmes, rien ne peut prévenir qu'ils trouvent encore trop pesant le reliquat d'encadrement hiérarchique, abusive l'appropriation des fruits de leur créativité singulière et que, pour finir, ils s'échappent. On dira que ces salariés marginaux disposent précisément d'un pouvoir de négociation qui leur permet de vendre chèrement leur singularité et de se retrouver du bon côté du rapport de marché qui s'établit entre la demande et leur offre de travail. Il n'en reste pas moins, ceci mis à part, que l'aménagement de biotopes d'autonomie exorbitants du droit commun salarial est une sorte d'hommage que le vice rend à la vertu, puisque, reconnaissant implicitement la supériorité productive du travail non contraint, l'entreprise est proche de se nier comme structure hiérarchique. Si le capital

^{1.} Voir notamment Pierre-Michel Menger, *Portrait de l'artiste en travailleur. Métamorphoses du capitalisme*, Paris, Le Seuil, «La République des idées », 2006.

d'une part en vient à considérer la libre autonomie comme formule de la plus haute productivité, et d'autre part voit dans cette forme de mobilisation de la puissance d'agir, telle qu'elle vient à bout de la *réserve*, un modèle à généraliser, alors le point limite du salariat-artiste est très près de devenir un point de contradiction. Car, en accordant le désencadrement hiérarchique et la pleine latitude d'initiative et de collaboration comme les réquisits réels de la créativité productive, le capitalisme ne chemine-t-il pas, et de sa propre tendance... vers la libre association des travailleurs? Si vraiment l'artiste se présente comme une incarnation possible et désirable du travailleur, et ceci du point de vue même du capital, alors c'est l'idée même du salariat comme rapport de subordination hiérarchique qui se trouve fondamentalement mise en question.

Tout à leur surprise, parfois même à leur enthousiasme, de découvrir cette confluence inattendue du travailleur et de l'artiste ou, à un moindre degré, la montée de nouvelles formes du travail et de leurs réquisits d'autonomie élargie, certaines analyses en ont oublié et ce qu'y ajoutaient les discours managériaux eux-mêmes 1 et l'étroitesse de la frange salariale réellement concernée. Pas plus qu'il ne faut manquer à voir ce que demeure la condition majoritaire du salariat, à savoir hétéronome et subordonnée, il ne faut cependant dénier ce point d'idéal du capitalisme, mais pour en saisir l'intensité paradoxale et les tensions qu'il peut faire naître dès à présent. L'imaginer réalisé comme modèle général de la productivité par la libre créativité fait alors revenir une figure dialectique qu'on croyait disparue: l'autodépassement du capitalisme du fait de ses propres contradictions. Non plus cette fois par cette forme de désajustement des rapports de production et des forces productives, où la massification prolétaire dans l'usine faisait naître la force révolutionnaire même, ni par la déformation endogène de la composition organique du capital et la baisse du taux de profit, le capitalisme pourrait bien se mettre en danger lui-même de poursuivre jusqu'au bout un rêve de mobilisation productive fondamentalement porteur de son principe antagoniste: la liberté créative, la liberté collaborative et la rétivité à la direction hiérarchique telle que, d'ailleurs, elle détermine nécessairement l'organisation collective du travail sur une base délibérative-démocratique - soit le communisme réalisé.

^{1.} C'est une critique qui peut notamment être faite à Luc Boltanski et Ève Chiapello, Le Nouvel Esprit du capitalisme, Paris, Gallimard, « Essais », 1999.